

Sortir du nucléaire

Mars - Avril 2018 N°114

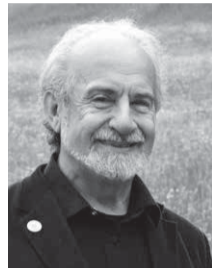


Journal d'information

L'EDITORIAL

Oubliés les beaux principes ?

Le Conseil fédéral a toujours affirmé, en particulier par la bouche de Doris Leuthard, qu'en matière de nucléaire la sécurité de la population doit primer sur toute autre considération.



Christian van Singer
Physicien, député vert

Il s'est pourtant opposé au renforcement des dispositifs de surveillance des vieilles centrales sous prétexte qu'on ne peut changer les règles en cours de jeu.

Aujourd'hui il va encore plus loin, il propose un affaiblissement des exigences réglementaires en matière de sécurité nucléaire !

Une action en justice de riverains des centrales de Beznau exige qu'un accident risquant de se produire tous les 10'000 ans ne puisse exposer les habitants à des doses dépassant 1 mSv. Craignant que les tribunaux ne leur donnent raison sur la base des ordonnances en vigueur, le CF propose de modifier ces ordonnances pour fixer le seuil à ne pas dépasser à 100 mSv !

Le CF se cache derrière l'interprétation actuelle de l'IFSN: en limitant la dose admissible à 1 mSv on risquerait de devoir mettre hors service « non seulement Beznau 1 et 2, mais vraisemblablement toutes les centrales de Suisse »...

Alors que l'avis de la communauté scientifique évolue et tend à reconnaître l'effet délétère sur la santé des faibles doses, le CF n'hésite pas à soutenir une position laxiste, à changer les règles du jeu en cours de route pour défendre les intérêts des exploitants !

Nous publierons tout prochainement sur notre site notre réponse indignée à cette consultation ² ! Vous aussi, manifestez votre opposition à l'affaiblissement des normes de radioprotection !

1. tinyurl.com/tagesanzeiger240118

2. tinyurl.com/consult-ordonnance-nucleaire

Les Jurassiens voteront !



Mission impossible: déchets nucléaires cherchent abri. © Severin Mösinger / Greenpeace

Le 4 mars, les Jurassien-ne-s devront répondre à deux questions concernant les futurs dépôts pour le stockage des déchets radioactifs. Deux sites potentiels sont situés à moins de 50 km des frontières du canton¹. Le Gouvernement jurassien recommande de répondre oui aux deux questions posées. Les enjeux sont énormes car 100'000 m³ de déchets seront enfouis pour... un million d'années ! C'est la première fois que le Peuple du canton est ainsi consulté sur la question du nucléaire, selon une disposition introduite dans la loi jurassienne dans les années 80.

Deux questions posées

Les deux sites concernés par cette votation sont les domaines Jura-est (AG) et Pied sud du Jura (SO et AG). Il s'agira de répondre à deux questions – sur les 118 de la consultation fédérale:

– « Acceptez-vous que le domaine d'implantation Jura-Est continue d'être étudié dans la perspective d'un dépôt en couches géologiques profondes de déchets radioactifs? »

– « Acceptez-vous que le domaine d'implantation Pied sud du Jura ne soit plus étudié dans la perspective d'un dépôt en couches géologiques profondes de déchets radioactifs? »

Les Jurassiens sont parmi les plus antinucléaires du pays. Lors du vote sur la Sortie programmée du nucléaire en novembre 2016, ils avaient voté oui à 57,5 %, précédés seulement par les Bâlois (BS 60,5 %) et les Genevois (59 %).

Une politique réellement au service du bien commun ?

Un certain nombre de critiques sont émises sur la démarche scientifique de ce dossier (voir article page 3). Dans l'optique de trouver des solutions qui assurent au mieux la protection de la population et de l'environnement à très long terme, il est

important de rester critiques dans ce dossier. Seuls les Jurassiens et les Vaudois pourront se prononcer démocratiquement sur le sujet. Un oui à la poursuite des études telles que présentées par la Confédération cautionnerait sa politique en matière de gestion de la question nucléaire, or elle comporte des lacunes importantes, notamment dans les concepts généraux sensés garantir la sécurité de la population, ainsi qu'en termes de prévoyance sur la question du financement du démantèlement des centrales.

Un refus pour que les études soient poursuivies

Un refus devrait être interprété comme un renvoi de la copie au Conseil fédéral, afin qu'il enjoigne la NAGRA à étendre ses études comme le demandent les experts Wildi et Buser, ainsi que, dans une moindre mesure, la CSN (commission fédérale de sécurité nucléaire), l'ADK (comité des cantons) et l'IFSN (inspection fédérale de la sécurité nucléaire). Tant qu'il n'y a pas

Nous encourageons donc les Jurassien-ne-s à voter NON à la 1ère question, OUI à la 2ème.

de date décidée pour l'arrêt définitif de chacune des centrales par le Conseil fédéral, il est difficile d'accepter des projets de stockage. En effet, cela pourrait être pris comme argument pour continuer d'exploiter les vieux réacteurs encore plus longtemps, avec tous les risques que cela engendre.

Les demandes d'expertises supplémentaires n'ont pas été prises en compte et notre crainte est que ce soit uniquement pour des questions financières. Nous exigeons un projet avec un maximum de sécurité... pour un million d'années.

Erica Hennequin

1. tinyurl.com/votation-jura

La période actuelle est assombrie par un Parlement fédéral conservateur dans le mauvais sens du terme. On ne parvient pas à former de majorité pour mobiliser vraiment les ressources solaires du pays. C'est pourquoi il est particulièrement agréable de voir des initiatives citoyennes aller à la conquête des gisements d'énergie solaire. Gros plan sur la coopérative OptimaSolar Fribourg qui fédère les bonnes volontés par en bas.

Savez-vous vraiment où votre épargne est placée? Et votre 3e pilier si vous en avez un? Etes-vous sûr que votre argent n'alimente pas le secteur des énergies fossiles ou du nucléaire et de ses filiales suisses telles que Sulzer? Pour en être sûr vous avez la possibilité de placer vos avoirs à la Banque

Placer son épargne au soleil

alternative Suisse et aussi de choisir une coopérative solaire comme OptimaSolar. Du point de vue de l'épargnant l'avantage est de savoir que l'on alimente un secteur clé du tournant énergétique, pourvoyeur d'emplois non délocalisables. C'est aussi bon de savoir que les placements directs dans le solaire sont rémunérés jusqu'à 2% annuel.

Depuis fin 2015, une centaine de personnes ont placé une partie de leurs avoirs à OptimaSolar sous forme de parts sociales par tranches de 1000 fr. Jusqu'ici 320'000 fr ont été rassemblés pour réaliser des champs de panneaux solaires sur de

grandes toitures pour avoir un meilleur prix au m². Pour les propriétaires possédant de grandes toitures et qui n'ont pas le capital ou le temps pour procéder eux-mêmes à la valorisation de leur toiture, OptimaSolar est un acteur qui permet de couvrir leur toit de panneaux solaires et de leur fournir du courant solaire à un prix intéressant.

Indépendamment de son lieu de domicile et de son fournisseur d'électricité, il est aussi possible d'acheter des certificats de Garantie d'Origine (GO) pour du courant solaire provenant d'OptimaSolar.

Décernés par Pronovo (ex-Swissgrid) – qui gère le réseau et contrôle les installations –, ces certificats GO permettent d'assurer la rentabilité de nouvelles centrales solaires, comme celle qu'OptimaSolar a installée sur le toit de l'entreprise Sinef à Givisiez.

Désormais nous pourrions continuer à nous lamenter des demi-mesures provenant du Parlement fédéral à condition d'avoir fait notre part, à notre échelle. Le tournant énergétique est aussi entre nos mains. Faisons de l'ordre dans notre épargne et assurons-nous que le Parlement soit bien renouvelé en octobre 2019. Il y a encore tant de choses à faire pour atteindre un approvisionnement à 100% d'origine renouvelable! Philippe de Rougemont

www.optimasolar-fr.ch

Faut-il démanteler les sites nucléaires? 1er épisode

S'il est un sujet sur lequel l'industrie nucléaire et de nombreux-tes anti-nucléaires semblent s'entendre, c'est bien celui du démantèlement – ou « désaffectation » d'après Swissnuclear – des installations nucléaires. Certains n'hésitent pas à décrire le futur site comme une « prairie verte » ou un « pré verdoyant », appellations sans doute destinées à appâter le chaland écologiste. Qui pourrait être contre l'idée de faire disparaître totalement du paysage et de nos préoccupations ces immenses verrues que constituent les 440 réacteurs de la planète ?



Toujours pas de solution acceptable à l'horizon! Image: rabedirkwennigsen, pixabay.com

3 stratégies de démantèlement

L'Institut de Radioprotection et de Sûreté Nucléaire (IRSN, France) mais aussi de nombreux antinucléaires (Bernard Laponche lors du Forum Social Mondial de Paris en Novembre 2017) définissent 3 stratégies possibles¹ :

- démantèlement immédiat ;
- démantèlement différé, c'est-à-dire attendre que la radioactivité baisse d'elle-même avec le temps avant de commencer la déconstruction ;
- démantèlement *in situ*, appelé aussi « confinement sûr » (couler du béton sur l'ensemble du bâtiment).

Avis de l'AIEA

L'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA) recommande le démantèlement immédiat afin de ne pas faire supporter les coûts aux générations futures. L'IRSN ajoute un argument : « les circuits vieillissent et l'on finit par perdre la mémoire du site ». Tous, et en particulier les Suisses, ajoutent que l'exemple allemand à la centrale nucléaire de Greifswald, sur les rives de la mer Baltique, est la preuve de l'efficacité de cette stratégie.

Tout va très bien dans le monde du démantèlement nucléaire

Dans tous les pays où elle est présente, l'industrie nucléaire s'est construite sur l'opacité et les mensonges permanents. Il est donc légitime d'interroger cette unanimité et ces belles stratégies de disparition du nucléaire de nos paysages.

La question des déchets nucléaires

La question du démantèlement et celle des déchets sont liées puisque le démantèlement produit énormément de déchets : plusieurs centaines de milliers de tonnes par réacteur. En France, tout déchet en provenance du bâtiment réacteur est considéré comme radioactif, donc classé comme déchet radioactif (faiblement, moyennement ou hautement).

« Seuil de libération »

Dans la plupart des pays, il y a un seuil de radioactivité en-dessous duquel on considère que le déchet est conventionnel, c'est-à-dire traité comme n'importe quel déchet industriel et donc potentiellement recyclable. D'après le dossier de démantèlement du réacteur de Mühleberg, c'est le cas en Suisse.

Or un très grand volume de déchets de démantèlement est constitué de gravats ou de métaux. Ces deux sortes de déchets sont recyclables. Fréquemment, on trouve de la radioactivité là où personne ne pensait qu'il y en avait et où donc personne ne prenait de précautions. À cela s'ajoute les milliers de transports par route ou par train de ces gravats et autres ferrailles radioactives sans aucune garantie que certains ne « s'égarer » en route, passant ainsi de « faiblement radioactif à stocker » à « matériaux de construction bon marché ».

Déjà aujourd'hui en France il n'est pas rare que les portiques de l'industrie de conserves alimentaires sonnent au passage de ferrailles radioactives de provenance inconnue.

Déchets issus du cœur

Concernant les centaines de tonnes de métaux et de béton provenant du cœur du réacteur et qu'il faudra bien mettre quelque part pour plusieurs milliers d'années, ils conduisent certains pays à abandonner le scénario de démantèlement immédiat faute de lieux d'entreposage. Enfin, les projets d'enfouissement (France, Allemagne, ou Suisse) sont de plus en plus contestés, en particulier depuis les accidents nucléaires survenus en 2014 aux USA².

Les coûts du démantèlement

La Suisse se veut rassurante sur le sujet mais est régulièrement contrainte de revaloriser ses prévisions. Il faut dire que le fameux exemple allemand n'est, lui, pas rassurant. EWN a déjà décontaminé près des deux tiers de la centrale de Greifswald et a dépensé plus de 3 milliards d'euros. La facture finale devrait atteindre le double³. Par ailleurs, les chiffres les plus farfelus sont avancés en Europe. Même brouillard concernant les sites de stockage : ce ne sont pas 15 mais 32 milliards d'euros que pourrait finalement coûter le contre de stockage souterrain Cigéo à Bure.

Un nouveau marché juteux

Les problèmes de sécurité et d'entreposage des déchets sont loin d'être réglés. Les estimations de durée du démantèlement et surtout de coût sont excessivement sous-évaluées et les politiques de démantèlement en cours reposent sur des techniques complexes que nul ne maîtrise à ce jour⁴. La seule chose certaine c'est que s'ouvre un marché mondial juteux évalué à 220 milliards d'euros étalés sur plusieurs décennies⁴.

Sommes-nous condamnés à démanteler ?

Après nous avoir pollués durant 50 ans, l'industrie nucléaire s'apprête donc à nous vendre au prix fort le ramassage de ses ordures

Alors, sommes-nous condamnés au démantèlement ? N'existe-t-il pas une quatrième stratégie qui mériterait études, estimations et réflexions politiques ? On en parle dans le prochain numéro.

Dominique Malvaud, Stop nucléaire Drôme Ardèche

1. tinyurl.com/irsn-3-strategies
2. tinyurl.com/2014-nouv-mexiq
3. tinyurl.com/demantel-all-it
4. tinyurl.com/bernard-nicolas-2014
5. tinyurl.com/marche-demantel

Augmenter les tarifs d'électricité pour réduire la consommation

La tarification progressive rend le coût du kWh plus cher en fonction de notre consommation d'électricité. 'L'élasticité de la demande' fait que la consommation diminue à mesure que le tarif augmente. Les études académiques¹ révèlent un effet de 2 à 6% sur la consommation.

M. Rodrigue Coutouly est venu à Genève le 25 janvier parler de sa recherche² et des mesures qu'il préconise. Un travail

entrepris depuis douze ans en marge de son métier de conseiller du Recteur académique de la région PACA. Le public genevois s'est vu rappeler que l'outil du prix de l'électricité et de tous les autres agents énergétiques est séduisant puisqu'il est utilisé tout en amont de chaque secteur où l'électricité est consommée. M. Coutouly nous indique que les tarifs constituent de potentiels robinets à serrer ou à ouvrir. L'originalité de son approche est de dire que chaque abonné, en payant son électricité plus cher que le prix réel, constitue une épargne individuelle forcée avec ce surcoût. Cette épargne est à sa disposition pour investir chez lui en travaux d'isolation

ou ailleurs dans une coopérative solaire par exemple.

Un administrateur des SIG est intervenu, se souciant du budget déjà serré des gens à bas revenu. M. Coutouly a spécifié que dans son modèle le tarif à prix réduit du kWh serait garanti sur une tranche de consommation initiale correspondant aux besoins mensuels moyen d'un ménage. Au-delà de ce seuil, le kWh coûterait plus cher. L'excédent perçu financerait l'épargne individuelle, un peu comme notre 2e pilier. Pour ceux qui consomment au-delà de ce 2e seuil, le tarif augmenterait encore et financerait le tarif initial en faveur des bas revenus. Notre invité a conclu ainsi : « Nous

allons à la catastrophe et l'économie est en retard sur l'écologie, il nous faut trouver des majorités ; nous pouvons faire évoluer la fiscalité et la tarification, les seuls leviers efficaces ». Gageons que nous dépasserons très largement les « 2 à 6 % » de réduction ! Le défi est de sortir de la boulimie de kWh pour atteindre une belle sobriété où les renouvelables pourraient répondre à nos besoins réels et raisonnés.

Philippe de Rougemont

1. détails sur demande
2. tinyurl.com/coutouly-livre1

Enfouissement profond des déchets radioactifs: une copie à revoir!

Le 23 novembre, le Conseil fédéral a lancé la consultation sur les résultats de l'étape 2 du site de recherche de dépôts géologiques profonds. Dans le cadre du processus de consultation, nous pouvons tous commenter le projet de la Nagra¹. La consultation court jusqu'au 9 mars².

Nombreux documents en allemand

Le document sur lequel porte la consultation³, bien qu'accompagné d'un rapport explicatif⁴, renvoie à de très nombreux documents qui existent uniquement en allemand. La consultation étant ouverte à toute la population helvétique, cette restriction est pour le moins regrettable.

De ce fait, la discussion avec des experts du sujet et parlant les deux langues s'est avérée nécessaire. Ainsi, nous nous sommes inspirés de la prise de position de Marcos Buser et Walter Wildi⁵.

Choisir parmi 3 sites

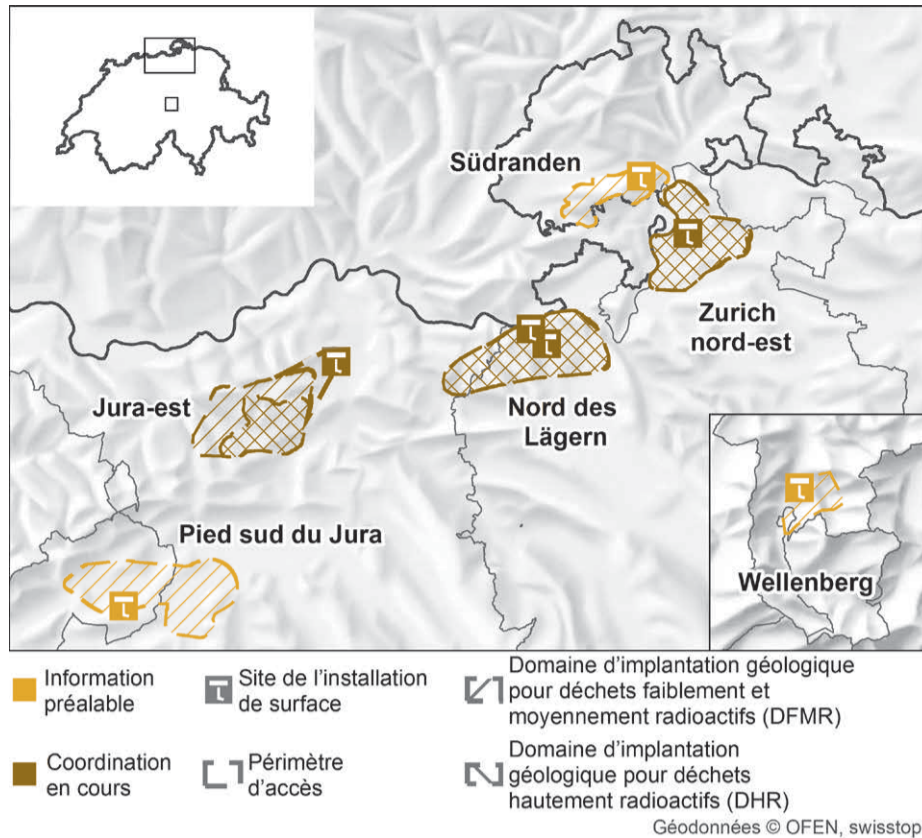
Lors de l'étape 3 de la procédure de sélection de sites, le choix devra être fait entre 3 domaines d'implantation (voir la carte). Nulle part n'est envisagée la possibilité qu'aucun de ces 3 sites ne convienne pour le stockage de déchets radioactifs en couches profondes sur le très long terme. Pourquoi cette option n'est-elle pas prise en considération? Nous soulignons donc la remarque de messieurs Buser et Wildi: «Il appartient à une procédure scientifique rigoureuse et ouverte, dont le résultat n'est pas fixé d'avance, de garantir une réponse fiable.»

Discuter avec le reste de l'Europe?

Dans l'étape 2 du Plan sectoriel «Dépôt en couches géologiques profondes» aucune comparaison n'est faite avec les projets d'autres pays d'Europe⁶, ce qui permettrait pourtant une étude des sites de meilleure qualité scientifique. Par ailleurs, nos voisins européens sont confrontés à la même problématique, échanger avec eux sur la création d'un éventuel site de stockage commun pourraient aider au choix du site le plus sécurisé possible.

«Impact environnemental probable»

À la page 9 du document il est écrit: «Une étude de l'impact sur l'environnement comportant deux étapes doit



être réalisée. Dans cette perspective, la Nagra a remis des enquêtes préliminaires [...]. Celles-ci exposent l'impact environnemental probable d'un dépôt en couches géologiques profondes sur ces sites.»

Nulle part n'est envisagée la possibilité qu'aucun de ces 3 sites ne convienne pour le stockage de déchets radioactifs en couches profondes sur le très long terme.

Ensuite à la page 18: «La proximité de la frontière sera prise en compte lors de la sélection dans la mesure où l'on s'abstiendra de toute atteinte excessive à l'environnement au-delà de la frontière.»

Ces extraits sont éloquentes: il y aura des impacts sur l'environnement, mais dont on veut si possible épargner nos voisins. Il est bien connu que les écoulements ou autres

incidents souterrains, comme les nuages radioactifs, s'arrêtent aux frontières!

Conflits d'exploitation potentiels

Plusieurs conflits d'exploitation potentiels sont relevés dans le document pour les 3 sites, conflits qui ne sont pas des moindres puisqu'ils concernent dans les 3 cas rien de moins que les ressources en eau! D'autres conflits cités sont ceux liés à la présence potentielle d'hydrocarbures ou de charbon, ainsi qu'à des ressources en gravier ou en pierres pouvant servir pour la construction.

Argiles à Opalinus

Dans les 3 sites, la roche d'accueil prévue est constituée d'argiles à Opalinus. Pourtant, en 2009 déjà Greenpeace émettait des doutes sur les propriétés

de cette roche⁷: «Les prétendues propriétés d'argiles à opalines mises en avant par la Nagra n'ont pu être totalement confirmées par une étude de l'EPFZ. Celle-ci a donné des résultats inattendus.»

Nous préparons actuellement une prise de position complète que nous mettrons à votre disposition sur notre site sortirdunucleaire.ch

Vous pouvez compter sur notre vigilance dans ce dossier!

Alice Martin

1. Nagra: sigle pour la traduction allemande de «Société coopérative nationale pour le stockage des déchets radioactifs»
2. <https://tinyurl.com/lancement-consultation>
3. <https://tinyurl.com/document-consultation>
4. <https://tinyurl.com/rapport-explicatif>
5. <https://tinyurl.com/position-MB-WW>
6. <https://tinyurl.com/stockage-international>
7. <https://tinyurl.com/argiles-opalinus>

PIONNIERS *Walter Wildi*

Il y a des périodes de l'histoire nationale marquées par des égarements collectifs. Déceler que le rêve d'une époque était en fait un grave égarement est facile avec le recul des décennies. C'est bien plus exigeant sur le moment de faire la part des choses et d'exprimer ses doutes auprès de ses contemporains. En 2012, Walter Wildi a démissionné du comité consultatif 'Gestion des déchets radioactifs' constitué par Moritz Leuenberger, chef du Département fédéral de l'énergie. Il a démissionné car «les préoccupations principales de la sécurité nucléaire n'ont pas été suffisamment prises en compte». Mais il n'a pas jeté l'éponge, il formule des recommandations pour un entreposage responsable de nos déchets radioactifs sur le blog qu'il alimente avec Marcos Buser¹.

Quand as-tu entendu parler des centrales nucléaires pour la première fois?

Pour être franc: seulement en 1969 à l'âge de 21 ans, quand la première centrale suisse, Beznau 1, a été mise en fonction. Cette même année j'ai commencé à travailler en tant qu'étudiant en géologie. Un de mes premiers mandats consistait à effectuer des relevés géologiques dans des cavernes d'une carrière pour évaluer la possibilité d'y stocker des déchets nucléaires de faible radioactivité.

Comment tes collègues ont-ils réagi face à tes prises de position critiques?

La discussion autour du nucléaire a laissé des traces dans ma carrière, avec des épisodes marqués par la difficulté de trouver du travail, ou encore des interventions auprès de mes employeurs de la part de certains collègues engagés pour le nucléaire; c'était dans les années entre 1977 et 1986. Après mon engagement à l'Université de Genève, la Confédération a intégré dans ses instances de surveillance des personnes critiques par rapport au nucléaire, comme moi. A partir de ce moment, ces collègues ne se sont pratiquement plus exprimés. Cette situation a duré jusqu'à la venue de l'actuelle conseillère

fédérale, cheffe du Département chapeautant l'énergie. Actuellement, les personnes critiques se trouvent à nouveau dans un environnement plutôt hostile.

Tu as vu le début de l'ère nucléaire en Suisse, penses-tu que nous avons appris quelque chose de cette expérience?

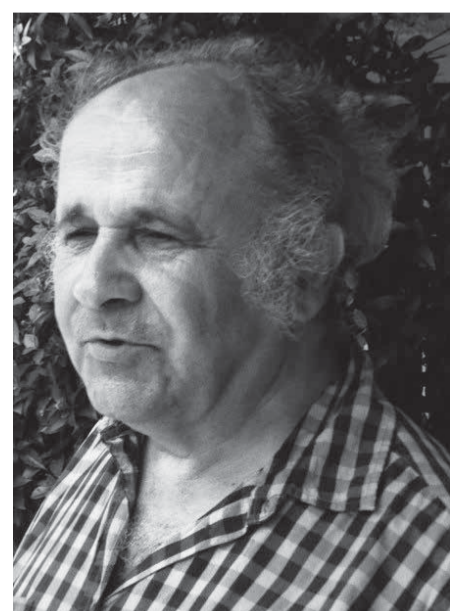
Pour ma génération, la seule chose qui a changé depuis les premières années du nucléaire – années 1960 et 1970 – est la lente disparition de ses ténors. La jeune génération a perdu tout intérêt envers la technologie nucléaire. La vision générale concernant l'utilisation des ressources naturelles a complètement changé. Une majorité de la population voit dans le nucléaire un triste héritage à gérer.

Si tu pouvais adresser un message aux habitants de la Suisse de 2100, que leur dirais-tu?

«Ne vous lancez plus jamais dans une aventure technologique et industrielle sans être sûrs de sa durabilité et de sa maîtrise d'un bout à l'autre de la chaîne!» L'entrée de notre société dans le nucléaire à la fin de la seconde guerre mondiale était l'une des plus grandes erreurs jamais commises par l'humanité.

Propos recueillis par Philippe de Rougemont

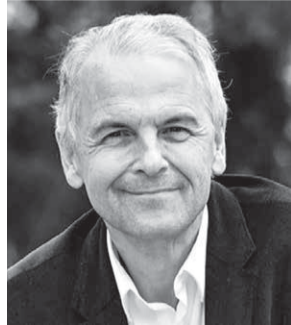
1. www.nuclearwaste.info



Notre Assemblée Générale

Notre Assemblée Générale ordinaire 2018 aura lieu fin avril (voir détails pratiques dans l'agenda). Cette année le Maire de Genève Rémy Pagani et le Président de la CRIIRAD Roland Desbordes (criirad.org) nous font le grand honneur de venir parler avec nous de la pose d'une balise dans les villes pour mesurer la radioactivité et assurer une information indépendante aux citoyens. En cas de problème, de fuite ou même d'accident nucléaire, en Suisse, en France ou ailleurs en Europe, cette balise peut nous aider à récolter des renseignements fiables.

Venez nombreux à cette soirée! La partie statutaire est importante, nous la faisons aussi courte que possible, et la suite de la soirée promet d'être pleinement intéressante!

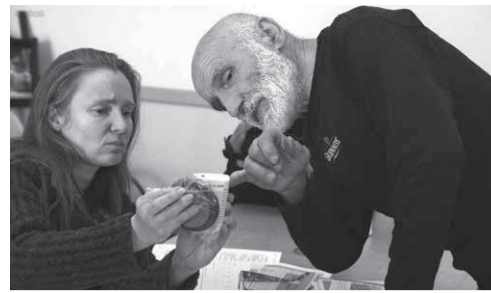


Rémy Pagani, Maire de Genève
© D. Jordan / Ville de Genève

Programme

- Partie statutaire de 19h à 19h45 (réservée aux membres)
- Apéritif dinatoire de 19h45 à 20h15 (tout public à partir de ce moment)
- Conférence-débat de 20h15 à 21h avec Roland Desbordes
Président de la CRIIRAD, criirad.org
- Rémy Pagani Maire de Genève: «Le rôle des villes pour mesurer la radioactivité de façon indépendante.»
- Discussion autour d'une verrière de 21h à 21h30

Formation compteur Geiger



Centrale de Golfech (F): des citoyens se forment à l'utilisation de compteurs Geiger avec Roland Desbordes

Nous organisons le 28 avril à Lausanne (détails dans l'agenda ci-dessous) un stage ouvert à celles et ceux qui veulent apprendre à manier un compteur Geiger et à correctement interpréter les relevés. Roland Desbordes, président de l'association CRIIRAD, animera ce stage.

Il traitera aussi de la question des balises que les communes commencent à installer pour faire des relevés indépendants.

Le 26 avril 1986, il y a 31 ans, la plus grave catastrophe nucléaire commençait à

Tchernobyl en Ukraine. En France à cette époque, la propagande pro-nucléaire dominait largement les médias de masse, la version officielle s'est donc imposée au début: «Le nuage radioactif épargne la France!» Des citoyens incrédules se sont mis à examiner eux-mêmes les niveaux de radioactivité. Leur travail a démonté le mythe des frontières nationales antiparticules. La CRIIRAD – Commission de Recherche et d'Information Indépendantes sur la Radioactivité – était née. Après Fukushima, elle s'est rendue au Japon pour aider des citoyens à installer leur système indépendant de relevés de la contamination. Ne manquez pas l'occasion de vous approprier ce savoir-faire!

Les 20 premiers inscrits participent gratuitement. Pour les suivants: 20.- (membres); 35.- (non membres)

Forum Social Mondial Antinucléaire



Entre deux ateliers, des membres du comité reprennent des forces. Paris, 3 nov 2017

Début novembre nous – Alice Martin, Christian van Singer, Ilias Panchard et Philippe de Rougemont – sommes allés à Paris représenter la Suisse dans cette lutte d'utilité mondiale. Ce furent 3 jours intenses où nous avons écouté, échangé, réfléchi, proposé. Nous avons animé un atelier sur la votation populaire du 27 novembre 2016 et avons émis des recommandations pour la formulation d'un droit de référendum équitable dans d'autres pays. Bien qu'il ne ressorte de ce type de rencontres aucune recette miracle pour révolutionner le monde, ce sont néanmoins des moments indispensables à la formation continue et nécessaires pour des rencontres humaines qui permettent de renouveler notre énergie!

Conférence-débat sur le Traité d'Interdiction des Armes Nucléaires



Action d'ICAN au Centre Beaubourg, Paris, 7 août 2017



Ce printemps nous allons organiser avec le soutien de la Ville de Genève une soirée sur le Traité d'Interdiction des Armes Nucléaires qui a permis à l'ONG ICAN www.icanw.org de recevoir le Prix Nobel de la paix en 2017.

Les intervenants seront:
– Dominique Lalanne de ICAN France
– Béatrice Fihn de ICAN international à Genève (à confirmer).

La date de cette soirée n'est pas fixée à l'heure où nous publions. Elle aura lieu au Palais Eynard en présence de la Magistrat Sandrine Salerno.

Si vous n'êtes pas déjà inscrit à notre lettre d'information par mail inscrivez-vous en nous écrivant à info@sortirdunucleaire.ch



Abstention, piège à...

Les cantons jouent un grand rôle pour concrétiser le tournant énergétique. Or ces prochaines semaines deux élections vont permettre de nous impliquer. Fribourg élira la remplaçante de Marie Garnier, démissionnaire, au Conseil d'Etat le 4 mars. Genève élira son parlement cantonal le 15 avril. Ce sont des moments très importants qui pourront déterminer s'il y aura des majorités motivées pour le tournant énergétique. Nous avons établi une sélection de candidats et candidates qui se sont prononcés publiquement en faveur de l'initiative sortir du nucléaire fin 2016 dans ces cantons. Electeurs et électrices de Genève et Fribourg, pour vous aider à choisir, consultez notre page dédiée: www.tinyurl.com/elire-sdn. Choisissez et surtout faites choisir ces candidats par vos proches.

Par ailleurs l'Alliance environnement rassemblant les plus grandes ONG vertes du pays ont envoyé à tous les candidats un questionnaire traitant entre autres de questions liées à l'énergie et au nucléaire. Vous pourrez utiliser cet outil que nous vous recommandons vivement: www.ecorating.ch

Pensez aux personnes que vous connaissez comme étant dépolitisées et parlez-leur de l'enjeu de ces élections, c'est souvent un petit nombre de voix qui départagent des candidats.

Association Sortir du nucléaire

Administration
Rue du Crêt 22, 2300 La Chaux-de-Fonds
www.sortirdunucleaire.ch
info@sortirdunucleaire.ch
078 619 02 50
CCP 10-19179-8

Le Comité de Sortir du nucléaire Suisse romande

Erica Hennequin, Présidente; Christian van Singer, Porte-parole; Anouk Zosso, Trésorière; Sophie Desbiolles; Kurt Fischer; Marc Oran; Ilias Panchard; Philippe de Rougemont; Benjamin Rudaz; Noémi Villars

Les secrétaires

Alice Martin, secrétaire générale; Sophie Laissue, secrétaire administrative

A G E N D A

Soirée d'information sur la création d'une coopérative solaire citoyenne
Mardi 27 février, Nyon
www.artisansdelatransition.org/agenda.html

Élections cantonales

– FR: élection complémentaire au Conseil d'Etat le 4 mars
tinyurl.com/fr-4mars2018
– GE: élection au Grand Conseil le 15 avril
tinyurl.com/ge-15avril2018

Salon du climat 2018

6-8 avril, Genève, Palexpo
www.climate-show.ch

Energissima 2018

12-15 avril, Bulle
www.energissima.ch

Assemblée Générale

Vendredi 27 avril, 19h, Pôle Sud, salle Bering, Av Jean-Jacques Mercier 3, Lausanne
19h: membres; 19h45: tout public
Inscriptions: info@sortirdunucleaire.ch ou 078 619 02 50

Formation compteur Geiger

Samedi 28 avril, 9h-16h, Pôle Sud, salle Bering, Av Jean-Jacques Mercier 3, Lausanne
Inscriptions: info@sortirdunucleaire.ch ou 078 619 02 50

Conférence-débat sur le Traité d'Interdiction des Armes Nucléaires

Date à confirmer, Palais Eynard, Genève

Je participe !

Coupon à renvoyer à:
Sortir du nucléaire, Rue du Crêt 22
2300 La Chaux-de-Fonds
ou: www.sortirdunucleaire.ch/contact

Contactez-moi, je désire:

- Adhérer à Sortir du nucléaire (5.- à 500.- fr / an) et recevoir le journal
 Recevoir par email la newsletter de Sortir du nucléaire
 M'inscrire à l'AG du 27 avril à Lausanne
 M'inscrire à la formation "compteur Geiger" du 28 avril à Lausanne

Prénom & Nom: _____

Adresse: _____

Code postal et localité: _____

Téléphone: _____

E-mail: _____